

JAB  
CH-8031 Zurich  
P.P. / Journal

changements d'adresse:  
GSsA, CP 1515, 8031 Zurich  
gssa@gssa.ch

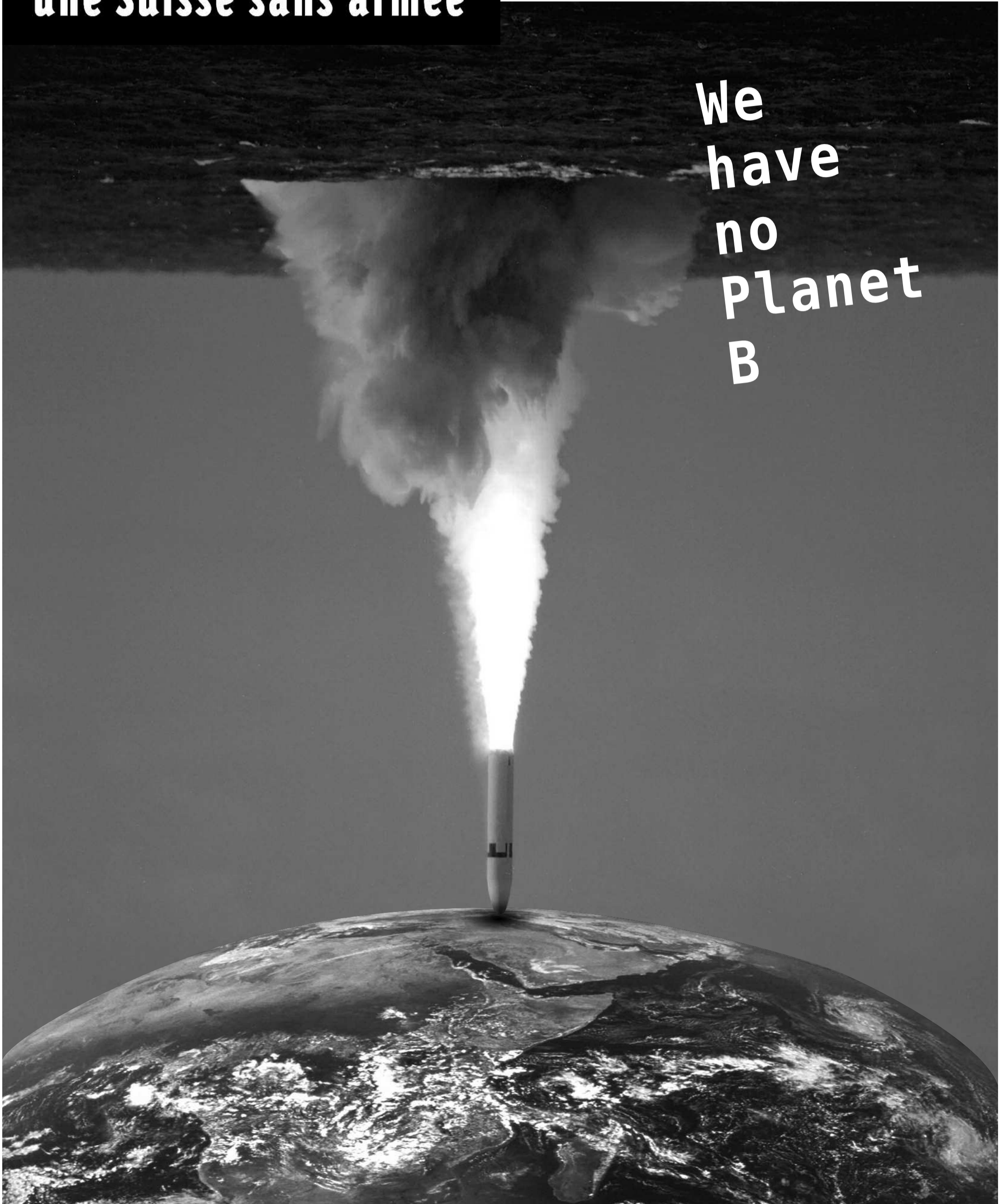
**GSsA**

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

GSsA Journal N° 119 Juin 2019

**une Suisse sans armée**

**We  
have  
no  
Planet  
B**



## Édito

Chères lectrices, Chers lecteurs,

Il y a 30 ans, le peuple suisse était appelé à se prononcer sur l'abolition de l'armée. Cette année est l'occasion de célébrer un triple anniversaire (p.7). Au niveau international, la fin des années 1980 était mouvementée: un an avant le vote historique en Suisse, le traité FNI est entré en vigueur. Ce traité bilatéral entre les États-Unis et l'URSS poursuivait notamment comme objectif de protéger l'Europe des missiles nucléaires à moyenne portée. Aujourd'hui, les États-Unis et la Russie ont mis fin à ce traité. Nous revenons sur ces faits historiques en page 6.

Les pages 2, 4 et 8 donnent un aperçu des activités les plus récentes du GSsA – en particulier le dépôt de l'initiative correctrice qui aura lieu le 24 juin prochain, six mois seulement après son lancement. La page 3 révèle le nombre incroyablement élevé de jours de service effectués dans l'armée, plus de cinq millions ! À la page 5, nous traitons de l'acquisition insensée de nouveaux avions de chasse, et des prochaines échéances qui se rapprochent. Nous consacrons également la page 6 à la privatisation prévue de RUAG. Mais commençons avec une histoire impressionnante qui s'est déroulée au Libéria. À l'occasion de la grève des femmes du 14 juin, nous présentons un reportage sur la façon dont une organisation de femmes en Afrique de l'Ouest a obtenu la signature d'un traité de paix en 2003 qui a mis fin à une longue guerre civile.

Nous vous souhaitons un bel été !

Judith Schmid et l'équipe de rédaction

### GROUPE RÉGIONAL

## Des événements réussis pour le groupe régional de Zurich

Au début de l'année, le groupe régional de Zurich a décidé de discuter plus en détail d'un sujet spécifique lors de ses réunions mensuelles. Des intervenant-e-s ont donc été invité-e-s pour présenter des questions politiques au travers d'un bref exposé.

Par Lewin Lempert

Au cours de la première moitié de l'année 2019, le groupe régional de Zurich a mis sur pied un plan détaillé indiquant à quel moment chaque thème serait discuté lors des réunions mensuelles. La première présentation a été dédiée à la votation sur la directive de l'Union européenne sur les armes du 19 mai. Parmi les autres sujets abordés figurent le conflit en Ukraine, le durcissement de la loi sur le service civil et les tensions entre armée et environnement. Outre les intervenant-e-s externes, les membres du groupe

régional ont également préparé des interventions, par exemple sur le conflit ukrainien ou sur la question de l'armée et de l'environnement. Le fait de mettre l'accent sur un sujet passionnant contribue à mettre les connaissances d'une personne à la disposition de tou-te-s les militant-e-s. Cela permet également de planifier des actions dont le contenu est bien recherché et d'être bien informé-e au sujet de la politique de paix lorsqu'il s'agit d'en discuter avec ses ami-e-s ou dans la rue.

Les réunions du groupe régional sont devenues nettement plus intéressantes grâce à cette nouveauté, ce qui se traduit par un nombre croissant de participant-e-s. C'est pourquoi le groupe régional a décidé de continuer ainsi pour le reste de l'année 2019. Les dates des réunions et les thèmes abordés seront publiés sur le site suivant : [www.gsoa.ch/event/](http://www.gsoa.ch/event/).

Marche de Pâques, contre les exportations d'armes. (Photo : Klaus Petrus)



### ACTION

## La Suisse exporte toujours plus d'armes

(an) En 2018, la Suisse a exporté des armes pour un montant de plus d'un demi-milliard de francs. Cela représente une augmentation de 14% par rapport à l'année précédente. De plus, une baisse n'est pas en vue puisque de nouvelles exportations de matériel de guerre ont été autorisées pour un montant de plus de deux milliards de francs. L'année dernière, ce montant se situait encore à 584 millions. Ces chiffres ont été présentés par le SECO lors de sa conférence de presse en février. Avant que celle-ci ne commence, des militant-e-s du GSsA étaient déjà

présent-e-s avec une banderole pour attirer l'attention sur cette situation révoltante. Les plaintes du lobby de l'armement ont eu l'effet escompté. En effet, des 2291 demandes d'exportation qui avaient été soumises, seules 12 ont été refusées. La Suisse continue donc de jouer un rôle actif dans la mort de civils innocents. Pour cette raison, il est d'autant plus important que l'initiative correctrice soit acceptée : cela empêcherait au moins les livraisons d'armes dans les pays en guerre civile et dans les pays qui bafouent systématiquement les droits humains.



Des militant-e-s du GSsA devant le Centre de presse du Palais fédéral. (Photo : GSsA)

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## Oui à la protection contre la violence des armes et à un service civil fort !

L'assemblée générale du GSsA s'est tenue le 7 avril dernier au restaurant Kreuz à Soleure. Les militant-e-s sont venu-e-s en nombre des quatre coins de la Suisse pour affirmer leur soutien à la nouvelle loi sur les armes et à un service civil fort.

Par Thomas Bruchez

La matinée a été marquée par une présentation des secrétaires, un retour sur une année 2018 riche en émotions (dépôt de l'initiative contre le commerce de guerre, lancement de l'initiative correctrice etc.) ainsi qu'une prise de position en faveur de la nouvelle loi sur les armes. Juste avant de passer à table, nous avons illustré cette prise de position par une action symbolique. L'après-midi, nous avons adopté une résolution

pour réaffirmer notre soutien au service civil comme alternative essentielle à l'armée et annoncer que nous soutiendrons le référendum à venir contre la réforme visant à rendre le service civil moins attractif. Nous sommes ensuite revenu-e-s sur l'initiative correctrice : une incroyable mobilisation dans la rue et plus de 100'000 signatures récoltées en l'espace de deux mois ! Enfin, comme souvent, nous avons abordé la question des avions de combat et de l'avancement du nouveau projet du Conseil fédéral.

Nous l'avons vu lors de cette AG, cette année 2019 s'annonce bien remplie en termes de luttes antimilitaristes. Un grand merci donc pour votre inépuisable engagement et à l'année prochaine !

### MARCHE DE PÂQUES

## « Exportons la paix plutôt que la guerre »

(nf) C'est autour de ce slogan que ce sont réunis d'un millier de participant-e-s lors de la Marche de Pâques de Berne, le 22 avril dernier. Pour la 17ème fois consécutive, un cortège composé de manifestant-e-s de toutes générations, a rallié le parc d'Eichholz à la place de la Collégiale, où se sont tenues deux allocutions. Dans l'une d'elles, Magdalena Küng, secrétaire du GSsA, a dénoncé l'attitude laxiste du Conseil fédéral en matière d'exportation d'armes et s'est réjoui de la récolte éclairée des signatures de l'initiative correctrice. Johan Jaquet a,

quant à lui, donné un compte rendu de son engagement pour Peace Brigades International dans un bidonville de Nairobi, au Kenya, comme observateur aux côtés de défenseurs des droits humains. Il a insisté sur la possibilité pour la Suisse d'exporter la paix, dans le cadre de son engagement au niveau international. La manifestation s'est conclue en musique avec les Lacolla y Capitanes des espacio et le Marché des paysannes a régala les participant-e-s de ses spécialités jurassiennes.

TRAVAIL DE PAIX

## La grève des femmes met fin à la guerre civile

A l'échelle internationale, l'égalité femmes-hommes est encore loin d'être réalisée. Et la Suisse ne fait pas exception. Les actions politiques telles que la grève nationale des femmes\* du 14 juin sont donc absolument nécessaires. Le Libéria offre un bon exemple du dynamisme et de la force qui peuvent émerger d'un mouvement de femmes organisées. L'histoire de ce mouvement est porteur d'un grand espoir pour la politique de la paix. *Par Adi Feller*

Les femmes ne sont souvent considérées que comme des victimes de la guerre. Ce sont presque exclusivement les hommes qui déclenchent une guerre, qui la mènent et qui tuent. Ce sont souvent les femmes qui en supportent les con-

séquences néfastes : elles en meurent, sont mutilées, traumatisées et violées. Elles sont également les soignantes, les proches, et les personnes qui nourrissent les hommes et les enfants victimes de la guerre. Mais les femmes constituent souvent l'un des acteurs majeurs contre la guerre. Lorsqu'il s'agit de mettre fin aux guerres, le mouvement des femmes a souvent fait preuve d'une force incroyable par le passé. La même chose vaut pour l'histoire suisse : ce sont elles qui ont organisé les manifestations contre le renchérissement et les pénuries alimentaires pendant la Première Guerre mondiale. Tandis que les hommes étaient dans l'armée et ne recevaient que leur maigre solde – les allocations pour perte de gain (APG) n'existant pas encore à l'époque – les femmes devaient

nourrir leur famille. Elles ont lutté avec succès pour une amélioration de cette situation difficile. Avant même la célèbre Conférence de Zimmerwald, la « Conférence de l'internationale socialiste de femmes contre la guerre » a eu lieu en mars 1915 à Berne. Celle-ci a réuni des femmes venues de différents pays pour demander la fin de la guerre.

### En finir avec la guerre civile

Les femmes du monde entier lorsqu'elles étaient unies ont accompli beaucoup de choses au cours du siècle dernier et elles ont récemment obtenu des résultats impressionnants au Libéria. À l'initiative de représentantes de différentes organisations religieuses, elles ont réussi à se rassembler pour un avenir pacifique au-delà des frontières religieuses chrétiennes et musulmanes. Les femmes faisant partie de la « Women of Liberia Mass Action for Peace » ont organisé une grande variété de manifestations non violentes à travers tout le pays. Des mois durant, des femmes vêtues de blanc ont protesté quotidiennement. Elles ont prié, chanté et manifesté dans des lieux publics. Leymah Gbowee, l'une des principales organisatrices du mouvement, a appelé les femmes libériennes à faire la grève du sexe.

Au cours de la deuxième guerre civile au Libéria en 2003, cette organisation a exigé une rencontre avec le président Charles Taylor et a ainsi obtenu la promesse qu'il participerait aux négociations de paix avec les plus grandes organisations rebelles du Ghana. Deux cents femmes membres de l'organisation se sont réunies quotidiennement pour protester devant l'hôtel où se tenaient les négociations. Elles ont ensuite tenu un sit-in devant la salle de négociation, qu'elles ont bloquée jusqu'à ce qu'un traité de paix soit signé. Le « Accra Comprehensive Peace Agreement », nommé d'après le lieu où

il a été signé, a mis fin à 14 ans de guerre civile. Lors des premières élections qui ont suivi la guerre civile en 2005, Ellen Johnson Sirleaf, qui était également active dans l'organisation pour la paix est devenue la première femme présidente du pays.

### La paix par l'égalité

L'engagement de ces femmes a été récompensé par le prix Nobel de la paix en 2011. Il a été remis à Leymah Gbowee et Ellen Johnson Sirleaf au nom de nombreuses autres femmes engagées. Or, l'impact de ce mouvement ne s'est pas limité au Libéria : dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest comme la Côte d'Ivoire et le Nigéria, des groupes similaires ont été créés sur cette base. Bien qu'ils n'aient pas été en mesure d'obtenir des succès comparables à ceux du Libéria, leur travail apporte une contribution constante à un monde plus pacifique. Cet exemple montre le pouvoir que peut avoir la société civile, et en particulier les femmes, et quelles contributions celles-ci peuvent apporter même dans des situations catastrophiques.

Du point de vue de la politique de paix, il est donc important de soutenir le mouvement des femmes, en Suisse et dans le monde, et d'œuvrer pour une égalité absolue. La grève nationale des femmes\* du 14 juin dernier en était un exemple impressionnant et offre l'occasion de poser à nouveau de vieilles questions. Plus de cinq millions de jours de service militaire et plus d'un million et demi de jours de service effectués presque uniquement par des hommes sont rémunérés par l'APG. La plus grande partie de la prise en charge des enfants et des personnes âgées, elle, reste du ressort des femmes, qui continuent à effectuer ce travail sans rémunération. Les coûts annuels au détriment des femmes s'élèvent à des douzaines de milliards de francs. Une bonne raison pour une autre grève dans un avenir proche : où sont les pères et les fils en grève qui demandent enfin un congé paternité ou parental au lieu des cours de répétition et des APG ?



En 2011, cérémonie de remise du Prix Nobel à Leymah Gbowee (centre) et Ellen Johnson Sirleaf (droite), ainsi qu'à Tawakkol Karman. (Photo : Harry Wad)

JOURS DE SERVICE

## La folie de l'armée

Nous nous étions presque habitués aux chiffres « fous » de l'armée. Par exemple, l'armée dispose d'un budget annuel de cinq milliards de francs qu'elle gaspille. D'autres chiffres sont moins connus : l'année dernière, 5,4 millions de jours de service ont été effectués au total. Un chiffre choquant. *Par Martin Parpan*

Nous pouvons partir du principe que les gens veulent faire quelque chose de sensé dans leur vie. Que ce soit au travail ou dans les loisirs, la recherche de l'épanouissement fait partie intégrante de nous. Ce besoin entre en contradiction avec l'empêchement pour beaucoup de faire ce qu'ils pensent utiles, durant 5,4 millions de jours par an. En d'autres termes, on leur vole 5,4 millions de jours. On peut supposer que pour certains membres de l'armée, les jours qu'ils y passent leur paraissent avoir un certain sens, mais on peut aussi supposer qu'il s'agit là d'une minorité. Le fait est que la grande majorité du personnel militaire sert dans

l'armée parce qu'elle le doit et non parce qu'elle considère que c'est raisonnable. A celles et ceux qui affirment que les membres de l'armée accomplissent un travail précieux, par exemple dans le domaine des secours en cas de catastrophe, il faut rappeler que la proportion de temps consacré à cette activité est totalement insignifiante. En 2018, il s'agissait de 93 jours, soit 0,001 %. Ces 5,4 millions de jours semblent encore plus insensés si on les met en relation avec d'autres.

### Oui à la caserne, non au congé paternité

En Suisse, par exemple, les hommes n'ont toujours pas droit à un congé paternité. Dans le secteur privé, les employeurs doivent uniquement accorder à leurs employés les « heures et jours libres habituels » pour les événements familiaux. Les employés peuvent donc demander un ou deux jours de congé à leur employeur après la naissance de leur enfant. Le fait qu'un homme ne soit pas autorisé à accompagner son nouveau-né, mais qu'il doive passer

des semaines et des mois dans la caserne, est tout simplement insensé. Si l'on considère ce que la Suisse pourrait faire si ces 5,4 millions de jours de service étaient investis dans des activités utiles, l'énorme gaspillage de ressources nous apparaît encore plus clairement. 5,4 millions de jours par an pour la protection de l'environnement, pour des projets humanitaires et sociaux, voilà qui permettrait de réaliser bien des projets. Cela empêcherait également l'armée de faire des dégâts. Rien qu'en 2018, par exemple, l'armée a déclaré avoir causé « des dommages aux sols et aux biens » pour une valeur de 1,6 millions de francs. Par « dom-

mages aux sols et aux biens », l'armée entend des dommages occasionnés aux personnes, aux animaux, aux forêts, aux sols et autres dégâts matériels.

Il n'est donc pas uniquement irresponsable d'un point de vue financier que la Suisse « dépense » 5,4 millions de jours de service pour les folies de l'armée. Il s'agit également d'une aberration parce qu'on vole du temps précieux aux gens, qui pourraient en faire quelque chose d'utile. L'abolition de l'armée reste donc une revendication justifiée, et ce même en 2019. Nous avons le devoir de lutter contre ces aberrations.



EXPORTATIONS DE MATÉRIEL DE GUERRE

## Dépôt de l'initiative correctrice

**Le 24 juin nous déposerons l'initiative correctrice contre l'exportation de matériel de guerre dans les pays en proie à la guerre civile avec plus de 135 000 signatures. Il est grand temps que nous nous penchions sur la courte histoire de cette initiative populaire qui nous a occupé ces derniers mois et qui a mis l'industrie de l'armement sous pression. Par Ronja Jansen**

L'histoire commence il y a un an et demi avec l'envoi d'une lettre. Envoyée par l'industrie de l'armement au Conseil fédéral, elle lui demandait une faveur : l'assouplissement de l'ordonnance sur le matériel de guerre, afin que les armes puissent enfin être exportées dans les pays en guerre civile. Johann Schneider-Ammann, alors conseiller fédéral (PLR), n'hésita pas longtemps et annonça qu'il accorderait cette faveur. Notre réponse ne se fit pas non plus attendre. Avec l'aide de divers partis et ONG, nous avons mis en place la Coalition contre les exportations d'armes vers les pays en guerre civile. L'annonce du Conseil fédéral provoqua une vague d'indignation au sein de la population comme on en avait rarement vu auparavant. Car le Conseil fédéral bafouait ainsi sa promesse de ne pas assouplir davantage l'ordonnance sur le matériel de guerre. À cette époque, le nombre de personnes obligées de quitter leur pays d'origine était l'un des plus hauts jamais enregistrés. Il était donc incompréhensible que le Conseil fédéral prenne le risque d'intensifier les conflits armés en livrant plus d'armes. De plus, l'expérience et les scandales survenus jusqu'à présent ont clairement démontré qu'il est d'ores et déjà impossible de savoir qui sont les destinataires finaux des livraisons d'armes. Presque chaque mois, on peut lire que des armes suisses se sont mystérieusement retrouvées entre les mains de combattants de Boko Haram, qu'elles sont utilisées dans la guerre civile au Yémen ou que Daesh les utilise pour tuer.

### Le Conseil fédéral fait marche arrière

Les raisons de l'assouplissement de l'ordonnance étaient évidentes. Il s'agissait d'augmenter les profits de l'industrie de l'armement, même

si cela alimentait des conflits armés dans lesquels d'innombrables personnes perdent la vie. La coalition contre les exportations d'armes trouva vite un écho indigné auprès de la population. En quelques jours, environ 50 000 personnes répondirent à l'appel de la coalition en s'engageant à récolter au moins quatre signatures si une initiative populaire contre les exportations d'armes vers des pays en guerre civile était lancée. Cette large mobilisation poussa le Conseil fédéral à revenir en arrière en annonçant que l'ordonnance ne serait pas assouplie dans l'immediat. Cependant, aucune garantie n'était donnée pour le futur et le Conseil fédéral a démontré à plusieurs reprises par le passé qu'il n'avait aucun problème à rompre ses promesses sur ce sujet. La décision du gouvernement n'était pas une prise de position contre l'industrie de l'armement pour autant. Car même Urs Breitmeier, le patron de Ruag, s'opposa à l'assouplissement prévu en raison des conséquences néfastes que pourrait avoir le lancement d'une initiative en réponse.

### Contrôle démocratique

En l'absence de garanties sérieuses, nous avons finalement lancé l'initiative correctrice en décembre. Il est en effet inacceptable que le Conseil fédéral puisse assouplir l'ordonnance sur le matériel de guerre de son propre chef et ainsi donner plus de poids aux intérêts de l'industrie de l'armement qu'à ceux de la population.

L'initiative prévoit non seulement une interdiction d'exportation d'armes vers les pays en guerre civile et les pays qui violent gravement et systématiquement les droits humains, mais également un élargissement du droit démocratique de la population. Elle propose en effet, d'inscrire dans la loi les critères encadrant l'exportation d'armes. Actuellement, seule une ordonnance encadre ce sujet, et le Conseil fédéral peut donc la modifier sans passer par le Parlement. En cas d'acceptation de l'initiative, le gouvernement, grand ami de l'industrie de l'armement, ne pourra plus agir comme bon lui semble dans ce domaine sensible. Surtout, il sera possible de lancer un référendum contre

d'éventuelles modifications de la loi à l'avenir. Depuis le lancement de l'initiative, nous avons reçu chaque jour de nouvelles signatures. En deux mois seulement, l'initiative a franchi la barre des 100 000 signatures récoltées. Nous recevons beaucoup de messages de personnes qui n'avaient jamais récolté de signatures auparavant et qui s'engagent politiquement pour la première fois dans le cadre de l'Initiative correctrice. Cette initiative a permis de politi-

ser de nombreuses personnes et de les sensibiliser à la question des exportations d'armes. Elle a encouragé les gens à ne pas simplement accepter l'attitude belliqueuse de certains dirigeants politiques. Les plus de 135 000 signatures récoltées parlent d'elles-mêmes. Nous avançons donc confiant vers le vote et la campagne à venir. Car si le lobby des armes a des millions, nous avons avec nous une multitude de personnes engagées.



(Photo : GSsA)

ARMÉE ET SERVICE CIVIL

## Les civilistes ne sont pas les boucs émissaires de l'armée

**Le service civil a été créé notamment grâce à l'engagement du GSsA. Il s'agit maintenant de le défendre contre les attaques de l'armée. Par Magdalena Küng**

Début avril, l'assemblée générale du GSsA a décidé à l'unanimité de poursuivre son engagement en faveur d'un service civil fort. Cela n'est pas uniquement dû au lien historique entre antimilitarisme et le service civil. Avec l'initiative pour l'abolition de l'armée en 1989 et l'appel à l'objection de conscience en 1990, le GSsA a contribué de manière significative à offrir aux jeunes hommes, sous la forme du service civil, une alternative à plusieurs mois d'emprisonnement. Ce changement important pour la société fait actuellement l'objet de fortes attaques de la part du Conseil fédéral et de l'armée. Bien que presque personne ne doute

de l'utilité et de la pertinence du service civil, l'accès pour les recrues et les soldats au service civil devrait être fortement restreint. Derrière cela se cache le faux problème de l'augmentation des départs de l'armée vers le service civil, perçu comme plus simple et plus utile. Au lieu de chercher la cause de ces départs en son sein, l'armée utilise les civilistes comme boucs émissaires.

### Crise existentielle de l'armée

Avec la révision de la loi sur le service civil, le Conseil fédéral entend réduire le nombre de personnes admises au service civil. Le Conseil fédéral espère que cela conduira à une stabilisation durable des effectifs. Cependant, le fait que l'armée souffre d'un trop grand nombre de départs n'est pas un problème qui peut être résolu en rendant le service civil moins at-

tractif. Pour les jeunes hommes, la principale raison du passage au service civil est – outre les raisons de conscience – le fait qu'ils ne puissent pas accomplir une tâche utile dans l'armée. Ceux qui quittent l'armée ne manquent pas de motivation pour rendre service à la société, mais ils trouvent la formation militaire et les activités de l'armée inutiles. Beaucoup de jeunes hommes en Suisse ne voient tout simplement plus l'utilité du service militaire obligatoire. Avec les restrictions prévues, le Conseil fédéral montre qu'il a une conception de l'armée, et de son rôle dans la société, tout droit venue de l'époque de la guerre froide.

### Mesures inefficaces

Les mesures prévues, rendraient le passage de l'armée au service civil plus long et plus difficile en raison de nouveaux obstacles absurdes

et inutiles. Cela oblige les jeunes hommes à accomplir un service qui ne répond pas à leurs attentes en matière d'utilité. Le Conseil fédéral se trompe s'il pense que cela lui apportera plus de soldats, motivés qui plus est. Dans les faits, la révision poussera un plus grand nombre de personnes à faire le choix d'échapper à leur obligation de servir en se déclarant inapte au service pour raisons médicales. Il en résulterait un manque de civilistes dans les secteurs essentiels au bon fonctionnement de la société. L'armée doit résoudre elle-même sa crise existentielle. Le GSsA continuera à s'engager en faveur d'un service civil fort et attractif. Tant que les jeunes sont obligés d'effectuer un service militaire, le libre accès à un service civil alternatif non armé est une nécessité absolue. Le GSsA soutiendra donc avec conviction un éventuel référendum contre la révision de la loi sur le service civil.

## VOTATION

## I <3 la protection contre la violence des armes

La votation sur la directive de l'UE sur les armes aura marqué le dimanche 19 mai 2019. Grâce à l'engagement de nombreuses personnes, 63,7 % des votant-e-s ont accepté l'objet. Le vote aura néanmoins été caractérisé par la malveillance et la désinformation. Par Michael Christen

Finalelement, les arguments en faveur de la modification de la loi sur les armes ont été compris puisque celle-ci a été adoptée à 63,7%. Les « campagnes de gauche » du PS ainsi que notre campagne en ligne ont été décisives. Les partisans bourgeois de la révision de la loi ont axé leurs campagnes principalement sur les accords de Schengen et de Dublin. Ils ont, en revanche, complètement ignoré le fait que cette révision étend également la protection contre la violence des armes. Au lieu d'adopter le slogan « I <3 Schengen » d'Opération Libero, notre campagne s'est concentrée sur une meilleure protection contre la violence armée.

Les discussions sur nos canaux de réseaux sociaux ont souvent été très animées. On aurait pu penser que cette révision modérée de la loi, que nous aurions bien sûr souhaitée plus exigeante, provoquerait l'abolition de la démocratie

directe. Dans les semaines qui ont précédé la votation, nos modérateurs des réseaux sociaux ont dû faire face à de nombreuses insultes et hostilités. Les opposants de la réforme ont également contribué à alimenter cette atmosphère. Leur argumentation était, dans une large mesure, scandaleuse et en partie clairement fautive.

### Désinformation délibérée

Les opposant-e-s ont par exemple constamment évoqué l'argument d'un « diktat de l'UE ». Il est vrai que la Suisse, en tant que membre associé de l'accord de Schengen, n'a pas le droit de vote. Néanmoins, la Suisse dispose d'un droit de codécision. Le terme technique pour cela est « decision shaping ». Cela signifie que les représentants suisses peuvent participer aux réunions importantes et faire part de leurs préoccupations. La directive européenne sur les armes est l'exemple parfait de cet instrument. Dans le cadre de cette codécision les autorités suisses ont empêché l'adoption de réglementations plus strictes et ont lutté pour que les armes d'ordonnance puissent encore être conservées après le service militaire. On parle même d'un « Swiss finish ». Du point de vue du GSsA, il

est évident que la directive sur les armes était meilleure avant l'intervention des représentants suisses. Néanmoins ou justement à cause de cette intervention, la nouvelle loi est loin d'être une directive dictée par l'UE.

La révision de la loi sur les armes entrera en vigueur au début de l'année 2020. Tous les composants essentiels des armes seront désormais

marqués et inscrits dans un registre. Les armes semi-automatiques seront considérées comme des armes prohibées et ne seront disponibles qu'avec une autorisation exceptionnelle. Les chargeurs de grande capacité seront interdits. De plus, les collectionneurs d'armes devront démontrer qu'ils gardent leurs armes dans un lieu sûr. Ainsi, des mesures importantes ont été prises en vue d'une plus grande sécurité, du moins jusqu'à la prochaine révision qui entraînera à un nouveau des débats houleux.



AG 2019, action en faveur de la modification de la législation sur les armes. (Photo : GSsA)

## AIR2030

## L'acquisition de nouveaux avions de combat manque toujours de transparence

Cinq modèles d'avions de chasse ont été testés et Claude Nicollier a pu donner un avis empreint de déférence à l'égard de l'armée, au sujet du rapport d'experts nommé « Avenir de la défense aérienne ». Viola Amherd a finalement présenté les suites d'Air2030 à la mi-mai, un projet au sujet duquel une seule chose est claire : son prix astronomique. Par Judith Schmid

Fin février, la nouvelle directrice du DDPS a prié Claude Nicollier, astronaute et ancien pilote d'avions de chasse, de se prononcer au sujet du rapport d'experts « Avenir de la défense aérienne ». Guy Parmelin avait bien essayé de mettre la ministre de la défense sous pression en lui demandant publiquement de faire avancer rapidement le projet qu'il avait mis en route, mais cette tactique n'a pas fonctionné.

En effet, la Valaisanne a préféré se faire sa propre idée de la situation, quitte à ce que l'achat des nouveaux avions prenne du retard.

### 40 avions pour 8 milliards

Claude Nicollier, en bon ami de l'armée, s'est dit enthousiasmé par le rapport et plus particulièrement par la deuxième option qui y est exposée. Celle-ci prévoit l'achat de 40 nouveaux avions de chasse et le renouvellement de la défense sol-air (DSA). Estimation des coûts pour une telle acquisition : 9 milliards, un montant maximal finalement porté à la « modique somme » de 8 milliards par décision du Conseil fédéral en date du 8 novembre 2017. Nicollier a proposé toutefois de séparer l'acquisition des nouveaux avions de celle de la DSA, ce qu'Amherd a accepté. Nous savons maintenant que le plafond des coûts pour les avions est fixé à 6 milliards et que la DSA coûtera 2 milliards.

Voilà le seul coup d'œil qu'il nous est permis de jeter dans la boîte noire que constitue ce projet d'acquisition.

### Le retour du Gripen

Bien qu'en ce début d'année les cinq modèles d'avion au choix, appartenant tous à la catégorie de prix la plus élevée, aient déjà été testés dans l'espace aérien suisse, le peuple ignorera jusqu'à la votation quel modèle et combien d'avions seront achetés. Auprès du Conseil fédéral, de la direction de l'armée et de Claude Nicollier, cette stratégie fait l'unanimité. Mais il est clair que la présence du Gripen sur la liste des candidats pose un problème démocratique, puisque la population suisse a refusé son achat en votation populaire il y a juste cinq ans. Et chacun des quatre autres modèles dispose de son lot de problèmes techniques, non négligeables pour certains.

L'acquisition de nouveaux avions de combat sera bel et bien soumise à référendum facultatif. Cependant, le peuple pourra uniquement se prononcer sur l'achat « chat en poche », d'une nouvelle flotte aérienne militaire. Seule donnée à son propos : celle-ci coûte une fortune.

Mais ce n'est pas tout. Viola Amherd a également présenté ses projets pour les forces terrestres et ceux-ci engendreront également des coûts pour les contribuables. Au total, la ministre de la défense veut dépenser une quinzaine de milliards de francs pour de nouveaux systèmes d'armes. Rappelons en passant qu'il n'y a, soi-disant, toujours pas assez de fonds à disposition pour un congé parental payé digne de ce nom, pour l'AVS ou pour la réduction des primes d'assurance maladie. Au vu des dépenses prévues par le DDPS, on se demande bien pourquoi.

## ACQUISITION DE NOUVEAUX AVIONS DE COMBAT

## Avions de combat : le show a commencé

Le 12 avril, les constructeurs d'avions de combat qui désirent vendre de nouveaux jets à la Suisse ont commencé leur parade avec l'Eurofighter. Au total, cinq modèles sont à choix. Un représentant du Journal du GSsA était sur place lors de la présentation de l'Eurofighter à l'aérodrome de Payerne. Par Lewin Lempert

C'est à Berne, au Palais fédéral à 7h30 que la journée a commencé. Un bus du DDPS a transporté les représentants des médias jusqu'à l'aérodrome militaire de Payerne. Une fois sur place, il devint clair qu'il ne s'agissait pas d'une manifestation anodine, mais bien d'un événement dont l'enjeu représente plusieurs milliards de francs. Des représentants de l'entreprise de fabrication ainsi que de la Bundeswehr allemande ont souligné les avantages de leur avion de chasse comparé aux quatre autres modèles. Ils ont notamment parlé de « transparence ma-

ximale » et d'un « accord gagnant-gagnant pour la Suisse et l'Allemagne » ainsi que du développement technique tout à fait aboutie de ces avions, qui pourraient être livrés du jour au lendemain.

### Questions sans réponses

À l'issue de la présentation marketing, les représentants des médias eurent la possibilité de poser des questions. Lorsque j'ai demandé si le problème technique qui a provoqué le grounding de 124 des 128 Eurofighters de la Bundeswehr a définitivement été résolu et malgré la promesse de transparence faite plus tôt, je n'obtiens qu'une réponse très vague. De plus, les grandes irrégularités survenues lors de la vente desdits avions à l'Autriche ne furent aucunement mentionnées. Enfin, L'ancien ministre autrichien de la Défense, Hans Peter Doskozil, a déclaré au téléjournal de la RTS qu'il ne conseillerait à personne d'acheter des Eurofighters.

Après la présentation et la séance de questions, tous les participant-e-s ont été conduit-e-s sur la piste afin de pouvoir observer le décollage et l'atterrissage de l'Eurofighter. De retour dans la salle de conférence, nous avons une fois de plus eu affaire à un discours prosélyte vantant les « avantages » de l'Eurofighter. Cette présentation a été donnée par un ancien pilote militaire qui s'appuyait notamment sur une vi-

déo publicitaire dont la production a certainement été très coûteuse. Cependant, pendant toute la manifestation, qui a duré plus de quatre heures, un sujet ne fut jamais abordé : les coûts de ces avions de combat pour la population suisse. Or, le fait qu'il s'agisse d'un deal de plusieurs milliards de francs ne trompe personne. La présence de militaires de haut rang, de représentant-e-s du ministère de la défense allemand, de lobbyistes en faveur des avions de chasse et de cadres dirigeants d'entreprises en est bien la preuve.



Le grand défilé des cinq modèles d'avion de combat à Payerne, ici un F/A-18 en piste. (Photo : GSsA)

ARMES NUCLÉAIRES

# Le Traité FNI, la crise climatique et l'espoir

Tout comme la crise climatique affecte les gens aujourd'hui, la menace d'une guerre nucléaire ébranlait les populations dans les années 1980. Le Traité sur l'interdiction des missiles à moyenne portée (Traité FNI) a constitué un pas décisif vers la détente. Même si le traité a maintenant été abrogé, l'espoir demeure. *Par Andreas Weibel*

Les années 1980 représentent l'époque de Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, de Helmut Kohl et Elisabeth Kopp, de Margaret Thatcher et Erich Honecker. En Suisse, le droit de vote des femmes a déjà été introduit au niveau fédéral, mais pas encore dans tous les cantons. Les premiers ordinateurs personnels font leur apparition, mais internet n'existe pas encore. MTV et les CDs ne sont pas encore très répandus, mais, au moins, il y a des walkmans. Les années 1980 ont aussi été marquées à l'époque par la « double décision de l'OTAN », les « missiles Pershing II » et la « modernisation nucléaire » ainsi que les violentes manifestations contre celle-ci.

## Au bord de l'abîme

Le monde était au bord d'une guerre nucléaire entre l'Union soviétique et les États-Unis. Il était évident que l'Europe en serait le champ de bataille. À la fin des années 1970, l'Union soviétique commença à déployer des missiles à portée intermédiaire équipés de têtes nucléaires en Europe de l'Est. Cela réduisit considérablement le délai d'alerte d'une première frappe nucléaire sur des cibles en Europe occidentale. L'OTAN réagit par ce qu'on appelle la « double décision de l'OTAN » : l'« équilibre de la terreur » devait être rétabli par l'équipement des troupes américaines en Allemagne avec des missiles à moyenne portée. Dans le même temps, les États-Unis ont proposé des négociations sur la limitation de ce type de missile nucléaire.

Ainsi, au même moment, l'Union soviétique et les États-Unis entamèrent des pourparlers sur un régime de désarmement et de contrôle, mais les négociations échouèrent provisoirement en novembre 1982.

## Menace de destruction

L'année suivante et à plusieurs reprises, l'humanité n'échappa que de peu à une guerre nucléaire globale, qui aurait signifié l'extinction de toute vie humaine sur cette planète. Le 26 septembre 1983, un dysfonctionnement du système d'alerte des missiles soviétiques se produisit.

Il signala par erreur le lancement de cinq missiles intercontinentaux depuis les États-Unis. Seul l'acte réfléchi d'un officier soviétique empêcha une contre-attaque nucléaire de l'URSS. En novembre, l'OTAN mena l'exercice secret « Able Archer », qui avait pour but de simuler une guerre nucléaire avec la participation des dirigeants politiques. L'Union soviétique prit connaissance de ces plans, mais ne les considéra pas comme un exercice, mais comme une préparation à une véritable attaque. En conséquence, l'Union soviétique mit ses troupes situées en Europe en état d'alerte, ce qui sema

la panique dans les États membres de l'OTAN. Ce n'est que grâce aux informations fournies par des agents doubles américains et soviétiques qu'une escalade put être évitée.

## Des millions de manifestants

Plus la situation durait, plus il devenait évident que, pour la première fois, l'humanité avait la possibilité de se détruire elle-même. Au cours de « l'automne chaud » de 1983, des millions de personnes manifestèrent en Europe contre le déploiement prévu de missiles américains à moyenne portée. Le 22 octobre, quelques 250'000 manifestant-e-s formèrent une chaîne humaine de 108 kilomètres reliant Stuttgart à Ulm. Dans le même temps, un demi-million de personnes participèrent à des rassemblements à Bonn et 400'000 à Hambourg. A Berne 40'000 personnes manifestèrent.

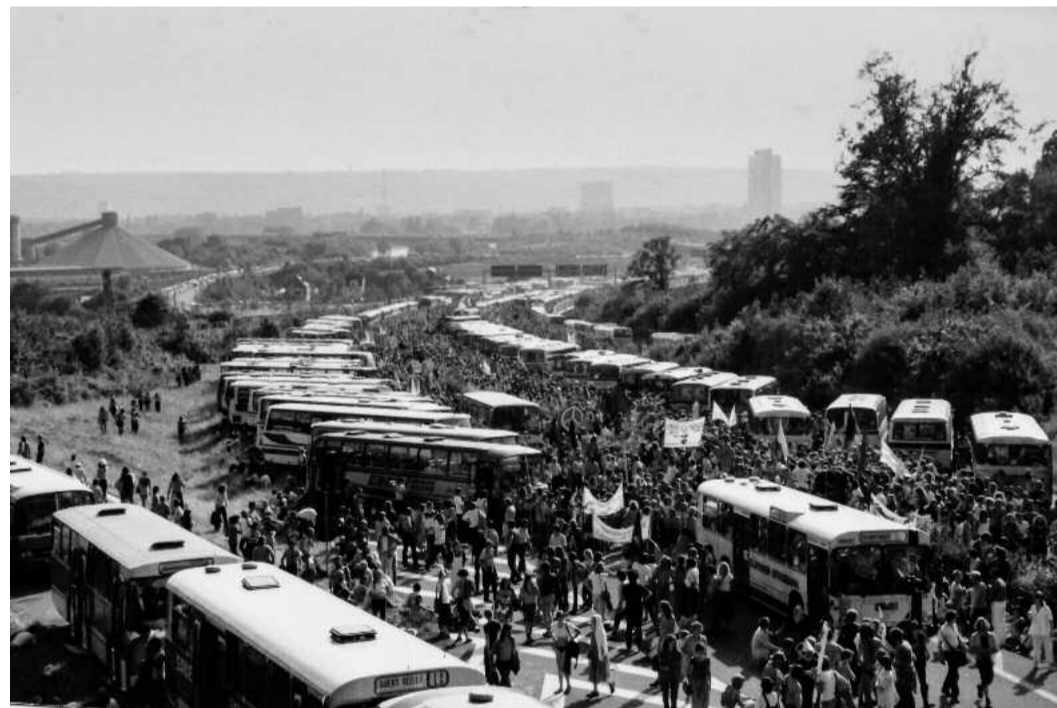
Finalement, Washington et Moscou prirent conscience que le risque d'une escalade invo-

lontaire était trop grand. En 1987, le président américain Ronald Reagan et le secrétaire général soviétique Mikhaïl Gorbatchev signèrent le Traité FNI. Les États-Unis et l'URSS s'engagèrent alors à mettre hors service leurs missiles à moyenne portée (lesquels pouvaient atteindre des cibles situées à une distance de 500 et 5500 kilomètres) ainsi qu'à ne pas développer à nouveau de tels systèmes. Le danger que l'Europe devienne un champ de bataille nucléaire fut ainsi écarté.

## Catastrophe climatique

Trente ans se sont écoulés depuis ces événements. Entre-temps, plusieurs autres pays ont mis au point des missiles à moyenne portée, dont la Chine, l'Inde et la Corée du Nord. Depuis quelques années, la Russie et les États-Unis s'accusent mutuellement de violer le traité FNI. En février 2019, Donald Trump a annoncé qu'il mettrait officiellement fin au traité. Vladimir Poutine suivit immédiatement. Les progrès en matière de politique de détente faits depuis les années 1980 semblent avoir été anéantis par ces décisions.

Il est d'autant plus absurde que les puissances nucléaires lancent sans raison une nouvelle course à l'armement alors que l'humanité est sur le point de se détruire en dégradant ses écosystèmes. Il existe de nombreux points communs entre la menace d'une guerre nucléaire mondiale et la menace d'une catastrophe climatique. L'un d'entre eux est le rôle important que la pression de la population peut jouer. Comme dans les années 1980, des centaines de milliers de personnes descendent aujourd'hui dans les rues pour tenter de contrer le danger imminent. L'histoire des négociations sur le désarmement n'est pas que préoccupante, mais donne des raisons de garder espoir, car les négociations entre Moscou et Washington ont été à l'époque engagées plus rapidement que ce que l'on aurait jamais pu espérer. Aujourd'hui, il existe sept fois moins d'ogives nucléaires qu'en 1983, lors du point culminant des tensions. Peut-être que les choses iront aussi beaucoup plus vite que nous ne le pensons actuellement dans la lutte contre la catastrophe climatique.



Manifestation pour la paix à Bonn, dans le contexte de la crise des euromissiles. (Photo : Alexander Klier)

PRODUCTION D'ARMEMENT

## RUAG privatisée

Le 17 mars, le Conseil fédéral annonçait la privatisation partielle de RUAG. L'entreprise devrait être scindée en deux groupes distincts à l'horizon 2020. Le secteur travaillant pour l'armée suisse restera sous le giron de la Confédération alors que le reste des activités – y compris les munitions – seront privatisées. Le Conseil fédéral tente ainsi de se dédouaner des activités d'une entreprise tristement emblématique.

*Par Jean Burgermeister*

RUAG sera dans un premier temps scindé en deux entités distinctes. Un premier groupe, MRO CH, restera propriété de la Confédération et regroupera les activités liées à l'armement de l'armée suisse (essentiellement l'entretien, les réparations et la révision du matériel). Dans son communiqué, le Conseil fédéral précise cependant que MRO CH « pourra aussi exécuter

des mandats pour des tiers ». La Suisse ne renoncera donc pas au commerce de guerre.

## Privatiser le plus rentable

Le second groupe, RUAG International, récupérera les secteurs d'activité orientés vers l'international. Cela concerne notamment les technologies aérospatiales civiles, un domaine qui a connu un fort essor ces dernières années. La division spatiale contribue à hauteur de 365 millions de francs au chiffre d'affaire du groupe (sur un total de 1,9 milliards fin 2017). Même privatisée, la division spatiale devrait continuer à bénéficier du soutien de la Confédération. L'ensemble des activités qui seraient regroupées sous RUAG international totalisent aujourd'hui 6500 employé-e-s – dont les deux tiers à l'étranger – contre 2500 pour le futur MRO CH.

## Une procédure floue

Un grand flou demeure autour des modalités de la vente et de la réorganisation des différents groupes. Le Conseil fédéral semble navi-

guer à vue. Il précise cependant qu'il prévoit une « procédure échelonnée ». Certaines unités devraient ainsi être incorporées au sein de RUAG international dans un premier temps mais pourraient pas la suite s'en émanciper. C'est notamment le cas de RUAG Ammotec, qui s'occupe des munitions de petit calibre. Le gouvernement assure chercher un repreneur qui maintiendrait le site de production de Thoune et les 300 personnes qui y travaillent. Cependant, de l'aveu même de la conseillère fédérale Viola Amherd, « Il serait irréaliste d'affirmer que ce sera pour l'éternité ». Il est intéressant de constater que le maintien des emplois – qui est systématiquement invoqué à celles et ceux qui réclament l'arrêt immédiat de production de matériel de guerre – ne semble plus du tout préoccuper le Conseil fédéral.

## Le Conseil fédéral fuit ses responsabilités

En libéralisant ainsi l'essentiel de RUAG, le Conseil fédéral cherche sans aucun doute à se dédouaner des activités sulfureuses d'un grou-

pe devenu impopulaire dans l'opinion publique. Mais si la Confédération ne devrait plus porter la responsabilité légale des exportations elle continuera à en être politiquement responsable. La privatisation réduira considérablement les possibilités de contrôle démocratique sur RUAG. Il est donc plus urgent que jamais de durcir la législation sur l'exportation de matériel de guerre.

L'ANNÉE DES ANNIVERSAIRES

# Depuis 1989, la Suisse n'est plus une armée

Il y a 30 ans, le GSsA libérait la Suisse de la forteresse militaire. Il y a dix ans, il empêchait les missions militaires à l'étranger et il y a cinq ans, il empêchait l'acquisition de nouveaux avions de combat. Par Josef Lang

« La Suisse n'a pas d'armée, la Suisse est une armée. », c'est ainsi que commence, le 25 mai 1988, le message du Conseil fédéral sur l'initiative populaire pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix. Dix-neuf mois et un jour plus tard, la Suisse disposait certes encore d'une armée, mais elle n'en était plus une. Il s'agit là du succès le plus important de la votation du 26 novembre 1989, lors de laquelle 35,6 % des votant-e-s se sont à la surprise générale exprimé-e-s en faveur de l'abolition de l'armée. La vache sacrée n'avait pas été abattue, mais elle avait perdu son auréole. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut expliquer que, le 17 mai 1992, 83 % des votant-e-s se sont montré-e-s favorables à l'introduction du service civil, alors que huit ans plus tôt, les deux tiers de la population avaient rejeté cette idée. Ou encore qu'au printemps 1992, un demi-million de personnes aient signé l'initiative contre les F/A-18, 32 jours après son lancement.

## Création de la Commission Bergier

La réduction de l'effectif de l'armée du nombre monstrueux de 700'000 personnes à un nombre encore grotesque de 150'000 soldats n'aurait guère été possible sans la pression exercée par le GSsA. Le fait que 72 % des soldats âgés de 20 à 32 ans aient voté pour l'abolition de l'armée permit d'assouplir certains règlements. L'autorisation des filets pour cheveux en 1992 en est une expression symbolique. Cette sécularisation de l'armée est étroitement liée à la démythification de son rôle pendant la Seconde Guerre mondiale. Alors que dans les années 1980, 61% des personnes interrogées pensaient que la Suisse devait le fait qu'elle ait été épargnée durant la Seconde Guerre mondiale à sa « résistance militaire », ce chiffre passa à 40% en 1996. L'initiative du GSsA contribua également à la création de la Commission Bergier en 1996. Il n'y a donc pas seulement eu une remise en question de l'armée, mais également une revitalisation de la vie politique. Le fait qu'environ 70'000 personnes aient participé à des manifestations telles que le « Stop-the-Army-Festival » sur la Place fédérale ou à l'une des nombreuses tables rondes a joué un rôle sur le long terme. Un des événements qui illustre bien les bouleversements de l'époque, qui ont pris fin en 1992 avec la question de l'adhésion à l'EEE et à cause de la guerre des Balkans, est la grève des femmes du 14 juin 1991.

## L'opération Atalante coulée, les Gripen descendus

Pour tenter de résoudre la profonde crise qui a touché l'armée après la fin de la Guerre froide, des chefs militaires en uniforme et en civil ont promu des missions militaires à l'étranger. Le GSsA, qui menait des actions concrètes pour la paix dans les Balkans, s'est résolument opposé à la militarisation de la politique étrangère. Nos solutions étaient les suivantes : « Proposons au monde la construction de la paix plutôt que celle de la guerre ! » et « La solidarité au lieu des soldats ! » C'est pourquoi, au printemps 2001, nous avons organisé un référendum contre les opérations armées à l'étranger, qui a échoué de justesse. Pour cette même raison, le GSsA s'est battu au sein du Parlement comme

à l'extérieur, contre toutes les décisions en matière d'armement, de déploiement de troupes et de budget rapprochant l'armée suisse de l'OTAN.

Le puissant mouvement anti-guerre contre l'invasion américaine de l'Irak en 2003 changea le rapport de force en faveur de la politique de paix de la gauche. Nous avons tout d'abord réussi à empêcher l'expansion de la mission au Kosovo, ainsi que la présence militaire symbolique en Afghanistan. Lorsque le Conseil

national coula le projet de loi Atalante le 24 septembre 2009, le chapitre sur les déploiements à l'étranger a été clos pour un certain temps. Le fait qu'à une exception près, tous les Verts et près de la moitié du groupe du PS aient voté contre la chasse aux pirates au large de la Somalie est dû en grande partie aux mois de lobbying du GSsA - en partenariat avec les Jeunes Vert-e-s et la Jeunesse Socialiste.

Trois mois plus tôt, le GSsA avait présenté une initiative populaire contre l'acquisition de

nouveaux avions de combat. Le Conseil fédéral renonça à cet achat en août 2010 et l'initiative fut retirée, tout en sachant qu'une éventuelle nouvelle tentative d'acquisition pourrait être combattue au moyen d'un référendum. Lorsque cela s'est finalement produit, le GSsA a recueilli 65'000 signatures, avec l'aide d'une vaste alliance. Le 18 mai 2014, l'achat du Gripen est rejeté à 53,4 %. Une initiative avec la même proportion de voix aurait également échoué puisque 12 cantons avaient soutenu l'avion de chasse.

## Chronologie du GSsA

**1982** : Fondation du Groupe pour une Suisse sans Armée

**1986** : Dépôt de l'initiative populaire pour une Suisse sans armée et pour une politique globale de paix.

**1989** : Participation à la campagne contre les célébrations marquant le début de la Seconde Guerre mondiale, campagne de votation intense avec Stop-the-Army-Festival sur la Place fédérale, plus d'un million de « oui » avec une participation de 69,2%.

**1990** : Le GSsA appelle à l'objection de conscience afin d'appuyer la demande d'introduction du service civil.

**1992** : Le GSsA récolte plus d'un demi-million de signatures en 32 jours contre l'acquisition du F/A-18.

**1993** : Dans le contexte de l'escalade de la guerre des Balkans, 57 % des votant-e-s rejettent l'initiative « Stop-F/A-18 ».

**1994** : Le GSsA s'engage dans les Balkans avec ses propres projets et soutient des organisations pacifistes locales.

**1996** : Afin de contrer la militarisation de la politique étrangère, le GSsA lance deux initiatives populaires pour un service civil volontaire pour la paix et pour une Suisse sans armée.

**1999** : Le GSsA récolte des signatures pour l'adhésion à l'ONU.

**2001** : Le GSsA participe au référendum de politique de paix contre les déploiements armés à l'étranger, qui obtient 49 % de non. Le 2 décembre, 12 semaines après le 11 septembre 2001, les deux initiatives du GSsA échouent nettement.

**2002** : Manifestation contre l'intervention des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan.

**2003** : Deux manifestations géantes de 40'000 personnes chacune sur la Place fédérale contre la guerre en Irak. Le GSsA vend 60'000 drapeaux « paix ».

**2006-2013** : Le GSsA récolte un demi-million de signatures pour l'interdiction de l'exportation de matériel de guerre, le moratoire sur l'acquisition de nouveaux avions de combat, l'abrogation du service militaire obligatoire, la protection face à la violence des armes.

**2014-2019** : Référendum réussi contre le Gripen, initiatives populaires contre le commerce de guerre et l'exportation de matériel de guerre vers les pays en guerre civile.

## Initiative contre le commerce de guerre et initiative correctrice

Il y a un an, le GSsA déposait l'initiative contre le commerce de guerre. Celle-ci exige une interdiction pour les institutions financières d'investir dans la production de matériel de guerre. Elle devrait être soumise au vote en 2021. L'initiative correctrice, appuyée par une coalition historiquement large, sera déposée sous peu. Cette initiative vise à annuler l'assouplissement de l'ordonnance sur le matériel de guerre mis en œuvre par le Conseil fédéral sous la pression de l'industrie de l'armement et à transférer la compétence en matière de politique d'exportation du matériel de guerre du pouvoir exécutif au pouvoir législatif. Ces deux initiatives témoignent de la capacité du GSsA d'agir de manière à la fois radicale et pragmatique.

Dépôt de l'Initiative contre le commerce de guerre.

(Photo : GSsA)



Stop the Army Festival 1989 sur la Place fédérale. (Photo : Sozialarchiv)



Référendum contre le Gripen : une votation célébrée. (Photo : GSsA)

**Chèr-e-s militant-e-s**, le 23 novembre prochain nous fêterons les 30 ans de la votation sur l'initiative du GSsA pour l'abolition de l'armée, à la salle du Faubourg à Genève. Lors de cette fête, nous souhaitons exposer des affiches, des objets, des brochures, des photos de l'époque, etc. De plus, nous avons également prévu d'organiser différents ateliers de discussion. Par conséquent,

si vous avez à disposition des souvenirs que nous pourrions exposer, ou que vous souhaitez participer à l'organisation de cette journée, nous vous serions très reconnaissant-e-s de nous contacter à l'adresse : [gssa@gssa.ch](mailto:gssa@gssa.ch) ou par courrier à l'adresse suivante : Groupe pour une Suisse sans Armée (Maison des Associations), Rue des Savoises 15, CP 151/ 1211 Genève 8.

SECRETARIAT

# Au revoir Anna, welcome back Lena !

Après presque un an au GSsA, Anna Naeff a malheureusement dû quitter son poste de secrétaire politique à la fin mars. Magdalena Küng, qui avait déjà travaillé pour le GSsA auparavant, nous rejoint à nouveau. Par Lewin Lempert

**Anna Naeff** est archéologue. Dans ce domaine, il faut saisir sa chance lorsqu'elle se présente. Et Anna a justement eu cette chance : un poste permanent avec un taux élevé d'occupation. C'est pourquoi elle n'avait plus assez de temps pour travailler pour le GSsA en plus de ses activités politiques. Le secrétariat du GSsA note ce départ avec regret, mais bien entendu, avec beaucoup de compréhension. Anna a été un soutien important au cours de la dernière année, qui s'est avérée extrêmement intensive. Elle a aidé à déposer l'initiative contre le commerce de guerre et, à partir de l'été dernier, elle a participé à l'organisation de la phase de collecte très réussie de l'initiative correctrice contre les exportations d'armes vers les pays en guerre civile. Elle a également activement contribué à ce que le secrétariat de Zurich ne se perde pas dans le chaos organisationnel et administratif. La politicienne convaincue de la Liste alternative (en allemand Alternative Liste, AL) originaire de Schaffhouse a su apporter du calme dans la vie quotidienne stressante et persuader tout le monde par sa compétence dans le domaine politique : le mélange parfait ! Anna Naeff ne quitte pas pour autant la politique : en automne, elle sera candidate au Conseil national pour l'AL de Schaffhouse. Elle abordera probablement aussi de nombreux sujets de la politique de paix dans sa campagne. Nous souhaitons donc à Anna beaucoup



Magdalena Küng

de joie et de succès avec toutes ses fouilles archéologiques, avec la prochaine campagne électorale pour le Conseil national et, bien sûr, avec tous ses autres projets. Merci Anna !

C'est **Magdalena Küng** qui succèdera à Anna. Magdalena a déjà travaillé au secrétariat du GSsA à Zurich de 2016 à 2018. Elle retente donc l'expérience ! Magdalena apporte beaucoup d'expérience de son précédent engagement et est très bien outillée en ce qui concerne les connaissances de fond et l'organisation. Lena, comme tout le monde l'appelle, a l'engagement antimilitariste gravé dans le cœur et a beaucoup contribué au développement positif du GSsA ces dernières années. En ce qui concerne la coordination de la campagne de votation pour l'initiative contre le commerce de guerre, il est excellent pour nous que Lena soit de retour à bord, car elle a fortement contribué à la formulation du texte de l'initiative. Nous sommes également confrontés à des moments difficiles dans l'un des dossiers de prédilection de Lena : le service civil. Le Conseil fédéral prévoit en effet une restriction massive de l'accès au service civil. Ici aussi, le savoir-faire de Lena peut être d'une grande importance pendant la phase de collecte d'un référendum et dans une éventuelle campagne de votation. Lena ne s'engage pas uniquement en faveur du GSsA. En effet, elle est également membre des Verts et candidate au Conseil national dans le canton d'Argovie. Outre les aspects susmentionnés, l'auteur de ce texte est tout simplement très heureux d'avoir à nouveau Lena comme voisine de bureau pleine d'humour et toujours de bonne humeur au secrétariat de Zurich. Donc, welcome back !

SECRETARIAT DE BERNE

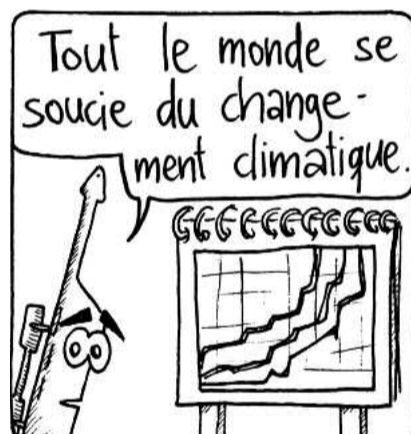
## Une nouvelle adresse !

(nf) Cela faisait quelques décennies que le GSsA partageait des locaux à la Neu-brückstrasse 17 avec la Grünen Bündnis (GB) et la Junge Alternative JA! La maisonnette avait du charme certes, mais elle était vétuste et une partie des bureaux n'était plus habitable, en raison d'infiltrations d'eau. Il était donc grand temps d'envisager un déménagement, et c'est désormais chose faite ! En ce début d'année, le GSsA, GB, et JA! ont pris leur courage à deux mains pour faire le tri dans les archives, matériel de campagne et anciennes affiches qui, en plus de quarante ans de secrétariat politique en ce lieu, s'étaient inévitablement accumulées. Vous nous trouverez désormais installé-e-s au bas de la Breitenrainstrasse, au numéro 59, dans des locaux récemment rénovés. Une petite inauguration aura lieu le 24 août prochain, vous trouverez toutes les informations à ce propos dans le courant de l'été sur notre page internet.

**GREGOR.**

Les histoires de Gregor, l'arme aventureuse

Suivez Gregor et ses aventures sur Facebook.  
www.facebook.com/gregor.gewehr



### Impressum

**Rédaction :** Aline Bressoud (ab), Thomas Bruchez (tb), Jean Burgermeister (jb), Michael Christen (mc), Stefan Dietiker (sd), Nicolas Félix (nf), Adi Feller (af), Daniela Fischer (df), Mélanie Glayre (mg), Ronja Jansen (rj), Nora Komposch (nk), Eva Krattiger (ek), Magdalena Küng (mk), Josef Lang (jl), Lewin Lempert (ll), Anna Naeff (an), Oger (og), Martin Parpan (mp), Julien Repond (jr), Judith Schmid (js, responsable), Tobia Schnebli (ts), Muriel Waeger (mw), Andreas Weibel (aw)

**Abonnement :** 20.- par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSsA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch

ISSN 1663-5701, Paraît au minimum 4 fois par an.

**Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Photos titre :** [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:UGM-27C\\_Polaris\\_A3\\_launch.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:UGM-27C_Polaris_A3_launch.jpg) et NASA **Tirage :** 4600 exemplaires

**Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à une licence Creative Commons. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

## Talon de Commande



Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer...»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «A bas toutes les armées»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSsA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSsA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 4.80
<b>Somme totale de la facture</b>						

Commande: GSsA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch

Nom

Prénom

Rue

N°

NPA

Lieu

Tél.

E-mail